Certains osent parler de « *courage* » dans la présentation de ce budget qui, selon Charles de Courson, député centriste et spécialiste des finances publiques, propose plus de 14 milliards d'€ d'impôts supplémentaires pour les Français…

Deux jours fériés en moins…

Le 1er ministre, François Bayrou, est coincé… Il a longtemps retardé l'échéance en bottant en touche comme sur un autre sujet, avec le conclave sur les retraites, mais aujourd'hui, il est au pied du mur. Il a profité des deux mois de vacances parlementaires pour présenter son plan qui ne pourra être discuté et voté à l'Assemblée Nationale qu'à la rentrée de septembre prochain… Et qu'est-ce qu'il propose ? La plus emblématique mesure, celle qui a et fera tant parler, la suppression de deux jours de congés, le 8 mai, fête de la victoire contre le nazisme, et le lundi de Pâques, l'une des fêtes les plus essentielles des catholiques. C'est toute l'identité d'un pays que l'on sacrifie au-delà du fait que cette mesurette ne servira à RIEN ! L'abattement de 10% sur les pensions des retraités est remplacé par un forfait afin de faire plus contribuer les retraités aux forts taux de revenus. L'année blanche sur les prestations sociale et les pensions est aussi évoquée. Pourquoi pas… Mais alors les élus, le gouvernement, les élites devraient montrer l'exemple ! Arrêt des avantages aux anciens chefs d'Etat qui bénéficient de voitures, chauffeurs, secrétariat, et de 15 000 € de salaire/an… Idem pour les parlementaires, sénateurs et députés, qui auraient dû faire un effort financier conséquent… Pareil pour les membres du gouvernement… Ces deux jours de congés en moins sont l'arbre qui cache la forêt. Gageons que ce n'est qu'une mesurette pour faire parler et faire oublier tout le reste du projet des 43,8 milliards d'€ d'économie…

Plus de 90 milliards d'€ d'économie avec les « Agences » d'Etat

Là où le bât blesse, c'est lorsque François Bayrou ose déclarer que « *les dépenses de l'Etat seront gelées en 2026 au niveau de 2025* »… Il souhaite le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois alors que leur nombre n'a fait qu'augmenter depuis 2018… Pourquoi pas ? Mais quid des nombreuses agences de l'Etat et organismes inutiles comme le Conseil économique et social, l'ARCOM, l''Agence de développement de la culture Kanak, l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur, le Centre technique du livre de l'enseignement supérieur (CTLES), le Service Culture, éditions, ressources pour l'Éducation nationale (SCEREN), l'opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture… Mais aussi le Comité national des secteurs d'activités d'importance vitale, le Comité stratégique de la sécurité des systèmes d'information (deux organismes qui ne siègent

jamais), l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), la Sovafim qui est chargée de vendre les terrains et bâtiments de Réseaux ferrés de France depuis sa création en 2006, la Bibliothèque publique d'information du centre d'art contemporain Beaubourg au fonctionnement étrange et opaque… En matière de santé, avant de parler de déremboursement de médicaments, qu'en est-il des doublons entre l'Anap (Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux), la HAS (Haute autorité de santé), l'Anesm (Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux) et l'ARS (Agence Régionale de Santé) ? Même constat dans le secteur de la formation où se côtoient le Conseil national de la formation de tout au long de la vie (CNFPTLV), le Conseil national de l'insertion par l'activité économique (CNIAE), le Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente (Centre Inffo), l'Association pour la formation professionnelle des adultes (Afpa), l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et bien d'autres encore ? Au total, c'est plus de 90 milliards d'€ d'économie qui pourraient être réalisés…

Quid des économies institutionnelles ?

Nous pourrions aller encore plus loin en rénovant tout l'arsenal législatif et institutionnel français avec la suppression du Conseil Constitutionnel qui aujourd'hui agit comme un censeur des politiques pourtant décidées par l'Assemblée Nationale, députés élus par le peuple ? Et quid du Sénat qui vient de retoquer le moratoire sur les énergies renouvelables, politique ruineuse pour le pays… Le nombre de ministres et secrétaires d'Etat pourraient aussi être réduit à l'image de nos voisins Allemands qui ne comptent que 9 ministères… Mais il faut préserver des « niches » pour recaser les « *copains et les coquins* », n'est-ce pas Najat Vallaud-Belkacem qui vient d'entrer à la Cour Régionale des Comptes, organisme présidé par Serge Moscovici, PS, et qui n'est bien sûr pas partisan comme le Parquet financier… Quant à la contribution de solidarité des « *plus riches revenus* », gageons qu'ils trouveront la parade pour échapper à l'impôt et placer leur argent ailleurs qu'en France… Pour les collectivités qui elles, ont l'obligation, contrairement à l'Etat, de présenter un budget à l'équilibre, elles sont sommées de faire encore plus d'économies alors que c'est l'Etat qui creuse le déficit, pas les collectivités qui souvent doivent suppléer la carence des services du dit Etat dans des domaines qui normalement lui incombent !

Censure probable en septembre…

Et François Bayrou qui n'est pas à une provocation près a déclaré : « *Chaque seconde, notre dette augmente de 5 000 €* ». Mais la faute à qui ? Aux Français ? Ou à tous les

gouvernements qui se sont succédé et qui n'ont pas voulu dégraisser « le mamouth », ni s'attaquer au « pognon de dingue » que coûte l'immigration en France ? La liste serait longue dans ce secteur également, des agences de lutte contre la discrimination ou d'aide aux migrants qui ne servent à rien ! Il semblerait que ce soit tabou de parler de ces choses-là… La fraude sociale et économique sont aussi des sujets de préoccupations dans un pays qui s'est fait le champion en la matière… Là aussi, rien dans ces pseudos économies « made in Bayrou »… Du coup, il ne faut pas être devin pour connaître la suite de l'histoire. En septembre, le budget de Bayrou sera soumis à la censure avec le vote conjoint de l'extrême-gauche LFI et du RN avec l'UDR. Après, cela dépendra du président de la République de renommer un 1er ministre ou de convoquer de nouvelles élections législatives… L'année qui se profile s'annonce riche en élections et en enjeux politiques pour l'avenir du pays…

Pascal Gaymard

Partager :

- Twitter
- Facebook
- LinkedIn

Prénom ou nom complet
Email
☐ En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité
S'abonner à la newsletter